

Guichet unique des installations classées  
pour la protection de l'environnement (ICPE)

Chambéry, le 5 août 2025

### **Décision**

**prise en application de l'article R.122-3 du Code de l'environnement  
après examen au cas par cas  
concernant le projet de modification des conditions d'exploitation  
d'une carrière alluvionnaire hors d'eau à ciel ouvert**

**Société « Société de Recyclage des Matériaux de Savoie » (SRMS)  
2 bis, rue Centrale**

**Lieux-dits « Aux Fronches », « La Perrière »,  
« À la Cave » et « Les Grandes Vignes »  
Commune de VOGLANS (73240)**

----

La préfète de la Savoie  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le Code de l'environnement et notamment ses articles L.122-1 et notamment le IV, R.122-2 et R.122-3 et ses articles L.171-6 et L.514-5, L.171-7, L.172-1 et L.511-1 ;

**VU** la directive 2011/92/UE modifiée du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

**VU** l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2017 portant renouvellement de l'autorisation d'exploiter, pour une durée de 5 ans (remise en état comprise), à la « Société des Carrières et Matériaux de Savoie » (SCMS), d'une carrière alluvionnaire hors d'eau à ciel ouvert sise aux lieux-dits « Aux Fronches », « La Perrière », « À la Cave » et « Les Grandes Vignes » sur le territoire de la commune de Voglans (73240) ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 juin 2019 portant changement d'exploitant, par lequel la SARL « Société de Recyclage des Matériaux de Savoie » (SRMS – SIRET : 752 994 681 00019), dont le siège social est sis 1385, route du Tremblay – La côte-Chevrier à La Motte-Servolex (73290), est autorisée à se substituer à la « Société des Carrières et Matériaux de Savoie » (SCMS) pour l'exploitation de la carrière alluvionnaire à ciel ouvert susvisée ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 27 mars 2023 portant prolongation, jusqu'au 24 juillet 2024 et dans la limite de la capacité totale de remblayage initialement autorisée (pour rappel environ 350 000 m<sup>3</sup>), de l'autorisation d'exploiter, délivrée le 24 juillet 2017 à la « Société des Carrières et Matériaux de Savoie » (SCMS), pour une carrière alluvionnaire à ciel ouvert sise aux lieux-dits « Aux Fronches », « La Perrière », « À la Cave » et « Les Grandes Vignes » sur le territoire de la commune de Voglans (73240) ;

**VU** la demande d'examen au cas par cas signée du 30 janvier 2025, notifiée au préfet le 12 mars 2025, complétée les 10 avril 2025 et 10 juin 2025, par M. Jérôme DALLA LIBERA, en sa qualité de directeur de la « Société de Recyclage des Matériaux de Savoie » (SRMS), conformément au I de l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

**VU** le dossier de « Porter à connaissance » des modifications des conditions d'exploitation du 20 février 2025, complété les 3 avril 2025 et 3 juin 2025, établit pour préciser les détails du projet ;

**VU** le rapport (réf. E.039/19 du 08/03/2019) relatif à l'étude géotechnique conduite par le bureau d'études « Solusol » à la demande de la société SRMS et visant d'une part à appréhender la stabilité actuelle du site et du remblai déjà constitué et d'autre part à définir, le cas échéant, les modalités constructives du remblai restant à mettre en œuvre afin d'assurer une stabilité pérenne du massif ;

**VU** le rapport (réf. E.19-37 – Octobre 2019), joint en annexe du dossier de « Porter à connaissance », relatif à l'étude hydrologique et hydrogéologique conduite par le bureau d'études « Cohérence » à la demande de la société SRMS et visant à établir l'état des lieux des circulations d'eaux (superficielles et/ou souterraines) en présence sur et dans les environs proches du site (bassin versant topographique) ;

**VU** la convention de remblaiement, jointe en annexe du dossier de « Porter à connaissance », conclue le 16 décembre 2016, entre la « Société des Carrières et Matériaux de Savoie » (SCMS) et la « Société de Recyclage des Matériaux de Savoie » (SRMS), par laquelle la société SCMS (disposant de la maîtrise foncière des parcelles composant l'emprise de la carrière, telles que visées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 juillet 2017) autorise la société SRMS à procéder au remblayage desdites parcelles au moyen de déchets inertes ;

**VU** la note technique consolidée (réf. 24.22.C.73 du 03 juin 2025) élaborée par le bureau d'étude « Ingégone » et relative à la gestion des eaux pluviales sur le site de la carrière de Voglans et notamment au contrôle du dimensionnement des ouvrages de collecte et d'évacuation des eaux pluviales de ruissellement présents sur l'emprise du site de la carrière ;

**VU** l'étude des incidences (évaluation des impacts du projet de prolongation de la carrière sur son environnement) portant notamment sur les émissions sonores, les poussières, le paysage local, les eaux superficielles et le trafic routier, réalisée par le bureau d'étude « Ingégone » dans le cadre de la demande de modifications des conditions d'exploitation, telles que présentées dans le dossier de « Porter à connaissance » précité ;

**CONSIDÉRANT** que la demande de modification présentée par l'exploitant porte sur une demande de prolongation de l'autorisation d'exploiter d'une durée de 5 ans, soit jusqu'au 24 juillet 2029 afin de finaliser les travaux de remise en état final du site ;

**CONSIDÉRANT** que la demande de prolongation de l'autorisation d'exploiter sollicitée par l'exploitant vise uniquement à finaliser les travaux de remise en état final du site au moyen d'opérations de remblayage avec des déchets inertes ;

**CONSIDÉRANT** que le projet présenté relève de la catégorie n° 1-a de la colonne de droite du tableau annexé à l'article R.122-2 du Code de l'environnement qui soumet à examen au cas par cas les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application du IV de l'article L.122-1 du code de l'environnement, lorsqu'un projet relève d'un examen au cas par cas et qu'il consiste en une modification ou une extension d'activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent des autorisations prévues aux articles L.181-1, L.512-7, L.555-1 et L.593-7, le maître d'ouvrage saisit de ce dossier l'autorité mentionnée à l'article L.171-8. Cette autorité détermine si cette modification ou cette extension doit être soumise à évaluation environnementale ;

**CONSIDÉRANT** que l'autorité mentionnée à l'article L.171-8 du code de l'environnement est la préfète du département ;

**CONSIDÉRANT** que ledit projet ne modifie pas le classement actuel de l'activité ICPE du site au regard de la nomenclature associée, à savoir le régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 2510-1 (exploitation de carrière) ;

**CONSIDÉRANT** que l'autorisation détenue porte sur un volume de déchets inertes nécessaire à la remise en état du site par remblayage total fixé à 300 000 m<sup>3</sup> ou 480 000 tonnes (d=1,6), soit un flux annuel évalué par l'exploitant à 96 000 tonnes/an dans le cadre du projet de prolongation de sur 5 ans ;

**CONSIDÉRANT** que les impacts du fonctionnement de l'installation pendant la période de prolongation sollicitée sont de même nature que ceux analysés dans le dossier de demande d'autorisation du 16 août 2010, complété le 29 octobre 2015 (l'activité extractive en moins) dans la mesure où :

- il n'y a pas d'extension du périmètre autorisé précédemment ;
- les opérations relatives à l'extraction du gisement de matériaux sont achevées ;
- le projet de remise en état finale du site ainsi que la proposition d'usage futur restent les mêmes que ceux autorisés initialement ;
- les mesures de prévention et de réduction des impacts mises en œuvre par l'exploitant sont également maintenues (pollutions accidentelles, espèces végétales invasives, bruit, poussières...) sont maintenues ;
- les dispositions relatives au contrôle des émissions (rejets dans les eaux superficielles, niveaux sonores, retombées atmosphériques de poussières ...) sont reconduites ;
- Les équipements liés à la sécurité publique (accès, clôtures, affichage, etc.) sont maintenus ;

**CONSIDÉRANT** que le projet de remise en état finale par remblayage partiel au moyen de déchets inertes conduira à la restitution d'espace à vocation naturelle, agricole et forestière permettant ainsi une continuité écologique avec l'environnement proche de la carrière ;

**CONSIDÉRANT** que le projet ne nécessite pas de demandes de permis de construire ni de démolition au titre du Code de l'urbanisme ;

**CONSIDÉRANT** au regard de ce qui précède, que le projet de prolongation de la durée d'autorisation n'induit pas d'impact significatif sur le trafic routier local ;

**CONSIDÉRANT** enfin que les incidences du projet ne sont pas susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets existants ou approuvés ;

**CONCLUANT** qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe III de la directive 2011/92/UE modifiée du 13 décembre 2011 susvisée et qu'il ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale ;

**SUR** proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie,

## **DÉCIDE**

### **Article 1 : Décision**

Sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, le projet de modification des conditions d'exploitation de la carrière à ciel ouvert de sable et graviers exploitée par la société « Société des Carrières et Matériaux de Savoie » (SCMS) aux lieux-dits « Aux Fronches », « La Perrière », « À la Cave » et « Les Grandes Vignes » sur le territoire de la commune de Voglans (73240), n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement.

### **Article 2 : Autres obligations**

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas du respect des réglementations en vigueur, ni des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Elle ne préjuge pas des décisions qui seront prises à l'issue de ces procédures.

### **Article 3 : Publication**

La présente décision est notifiée à la société « Société des Carrières et Matériaux de Savoie » (SCMS). Elle sera publiée sur le site Internet des services de l'État en Savoie.

La préfète  
pour la préfète et par délégation  
La cheffe du guichet unique ICPE

  
Céline Ravoux

## **Voies et délais de recours**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Seule la décision soumettant à évaluation environnementale peut faire l'objet d'un recours contentieux. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du VI de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement.

Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision, ou dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. L'administration statuera sur le fondement de la situation de fait ou de droit prévalant à la date de sa décision.

La décision dispensant d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision autorisant le projet.

### Où adresser votre recours ?

<u>Recours gracieux ou RAPO</u>	<u>Recours contentieux</u>
Madame la préfète de la Savoie Château des Ducs de Savoie Place Caffé BP 1801 73018 CHAMBÉRY CEDEX	Monsieur le président du Tribunal administratif Tribunal Administratif de Grenoble 2 place de Verdun BP 1135 38022 Grenoble Cedex <a href="http://www.telerecours.fr">www.telerecours.fr</a>